

Urbanités

Lu

Mars 2024

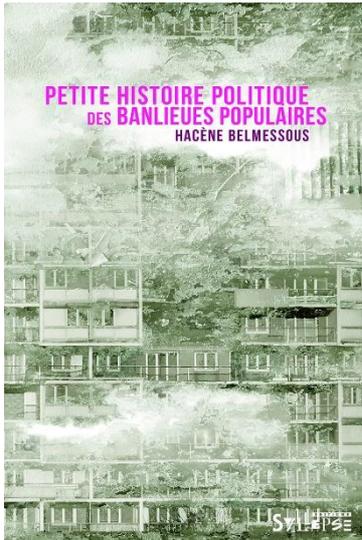
Une tragédie écrite à l'avance ? *Petite histoire politique des banlieues populaires*, d'Hacène Belmessous

Paul Bourel



Couverture : Quartier Picasso Nanterre (Paul Bourel, septembre 2023)

Pour citer cet article : Bourel P., 2024, « Une tragédie écrite à l'avance ? Petite histoire des banlieues populaires, d'Hacène Belmessous », *Urbanités*, Lu, mars 2024, en ligne.



Les banlieues populaires sont des espaces balisés par les sciences sociales depuis plusieurs décennies, mais paradoxalement très peu saisis par l'histoire politique : cet ouvrage a pour objectif d'écrire une histoire de ces banlieues en France sur le temps long. Espaces empêtrés de multiples représentations majoritairement négatives, ancrés dans le temps événementiel et médiatique, bien des choses ont été dites à leur sujet mais peu d'études les considèrent comme de réels objets historiques. Dans ce travail, Hacène Belmessous nous montre l'histoire des banlieues sans retouches, à travers sa misère sociale, politique, médicale et les humiliations vécues.

L'histoire politique des banlieues populaires d'Hacène Belmessous a pour bornes chronologiques deux épisodes charnières de l'histoire politique française récente. Elle commence en 1975 avec la naissance du dispositif étatique « Habitat et vie sociale » qui donne naissance au traitement différencié des banlieues françaises et des autres espaces de l'hexagone. Elle se termine par les émeutes de 2005 qui, selon l'auteur, confirment la scission entre les banlieues et l'État. Cette histoire est donc celle d'une séparation lente, à laquelle les politiques publiques ont largement contribué pendant trois décennies. Le paradoxe qui anime cette recherche est le suivant : comment un État qui prône la justice et l'égalité a pu accepter la situation de précarité et de ségrégation des banlieues, de les maintenir « dans un état de quart-monde » ? Comment comprendre qu'une commune française comme Grigny ne soit plus desservie par la poste ou les urgences ? Comment l'État français a pu contribuer à accroître les inégalités sur son territoire ? Selon l'auteur, l'origine ethnique et immigrée des habitants des banlieues populaires serait la seule et unique explication à cette entorse aux idéaux de la République. L'État, par sa mauvaise connaissance des habitants des banlieues et représentations qui y sont associées, aurait perpétué, via la Politique de la ville, une gestion coloniale de ces espaces. Les errements de l'État pour nommer ces espaces – ZUP, quartiers immigrés, zones urbaines sensibles, quartiers « compliqués », quartiers prioritaires de la ville, etc – seraient une preuve irréfutable de son ignorance quant aux réalités quotidiennes des banlieues. Ainsi, plus généralement, étudier l'histoire politique française sous cet angle dit quelque chose d'inédit sur le rapport entre la nation et ses habitants. À travers la banlieue se révèle la relation qu'entretient la France avec les différentes générations d'immigrés qui y vivent.

Chercheur indépendant et spécialiste des questions socio-politiques en banlieue, Hacène Belmessous s'appuie sur des sources originales pour tenir ce propos engagé. Alors que la majeure partie des études sur les banlieues ont recours à l'entretien, l'auteur s'appuie sur des archives diverses – municipales, policières, intercommunales, départementales, financeurs du logement social, etc. Quelques entretiens avec d'anciens fonctionnaires de la Politique de la ville complètent ces archives, corpus exclusivement issu de quartiers de banlieues populaires grand-parisiennes (la cité des 4000 à La Courneuve, La Grande Borne à Grigny, Orgemont à Epinay, Balzac à Vitry, Montreuil, Le Val d'Argent à Argenteuil, La cité des Bosquets à Montfermeil, le Val Fourré à Mantes-la-Jolie), lyonnaises (Vaulx-en-Velin et les Minguettes à Vénissieux) et drouaises (quartier Chamards).

L'ouvrage adopte un cheminement à la fois chronologique et thématique. Relativement concis (186 pages), il est structuré par sept chapitres. Les deux premières parties traitent des échecs urbanistiques de la Politique de la ville ; les deux suivantes, des politiques de gauche et de droite en banlieue ; puis, les trois dernières, de divers objets (police, islam, émeutes) qui transforment le rapport de l'État français à ses banlieues.

### La Politique de la ville n'est qu'un leurre (1975-1990)

L'injustice de traitement étatique entre les banlieues et le reste du territoire français prend d'abord corps dans un dispositif, la Politique de la ville. Dans les années 1960, le parc locatif français est cruellement insuffisant pour répondre la demande de logement des Français. L'État se lance donc dans la construction de grands ensembles pour loger vite et à bas coût une population nombreuse, ouvrière et à dominante immigrée. Selon l'auteur, la Politique de la ville qui encadre ces constructions n'est qu'un outil pour contrôler les populations qui y habitent. Certaines sources, stupéfiantes, attestent d'une répartition volontaire des grands ensembles « par ethnies » (p. 30) ou encore d'un refus de certains bailleurs face à des demandes de logements provenant de populations immigrées. Hacène Belmessous déconstruit l'image du grand ensemble comme étant initialement un logement intégratif et harmonieux : il ne l'a jamais été et a contribué à la construction de la figure de l'immigré en France et à son rejet.

Il s'agissait de loger aux bords de la société une population que l'État croyait être de passage. La Politique de la ville naît donc dans un contexte d'urgence et amorce la différence de traitement entre les banlieues et le reste du territoire français, et donc entre les populations qui y vivent. Car, pour l'auteur, la politique ciblée sur ces espaces n'est qu'un écran de fumée : elle vise plutôt les populations immigrées qui logent dans ces grands ensembles et dont les trajectoires résidentielles sont figées par les logiques racistes des bailleurs. Par diverses interventions urbanistiques dans les banlieues, la Politique de la ville viserait plutôt à contrôler et cantonner les populations immigrées aux grands ensembles. Sous couvert de justice sociale, la Politique de la ville n'aurait été qu'une continuation de logiques coloniales en appliquant à une identité ethnique précise une politique particulière.

### La droite et la gauche dans le même sac (1990-2000)

Dans les décennies qui suivent, la droite et la gauche ont toutes les deux contribué à l'inégalité de traitement républicain entre les banlieues et le reste du territoire français. Alors que la Politique des grands ensembles s'achève à la fin des années 1970, la politique appliquée aux banlieues prend une nouvelle forme. Elle se veut plus ponctuelle, locale, ciblée. La réponse de l'État est moins urbanistique que socio-culturelle et elle relève désormais du domaine du social, donc de la gauche. Durant cette période, la droite à toutes les échelles – étatique, régionale, communale – délaisse les banlieues, accentuant volontairement la ségrégation. Elle utilise la Politique de la ville pour expulser les populations immigrées des centres-villes, comme le fit Jacques Chirac à la Goutte d'Or lors de son mandat à la ville de Paris (1977-1995). Le modèle du grand ensemble a toujours été hostile aux valeurs libérales de la droite qui prône plutôt la réussite par la maison individuelle, mais au cours de ces décennies de nouvelles valeurs viennent accentuer l'opposition de la droite aux banlieues. Dans les esprits, l'idéal méritocratique fait son chemin et transforme le concept d'égalité : autrefois droit humain, il doit maintenant se mériter. Le discours de la droite sur les banlieues se transforme et accuse les populations immigrées de ne pas « mériter » leur intégration dans la République française. La langue, la culture, la religion deviennent des points de crispation. Ce faisant, le différencialisme entre les banlieues et le reste du territoire français s'affirme à haute voix, se décomplexe à travers la pensée de droite à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

La gauche n'est toutefois pas épargnée par Hacène Belmessous. Même si elle est seule en charge de la politique des banlieues à partir des années 1970, elle renonce, dans les faits, à un bon nombre de promesses. Les grands projets de mixité et de justice sociale restent de l'ordre du discours. La gauche se contente d'acheter une paix sociale en intervenant ponctuellement – construire des infrastructures, repeindre des bâtiments, etc – sans réellement changer sa politique de fond. Même aux yeux de la gauche, les banlieues deviennent des « quartiers à détruire » (p. 71). L'égalité sociale demeure un argument politique, une utopie, plus qu'un projet réel, ce qui fait perdre des communes à la gauche au profit de la droite ; à ce titre, la percée de l'extrême droite à Dreux en 1983 illustre l'échec de la gauche. En faisant des banlieues un argument politique pour contrer la montée de l'extrême droite, la gauche a cru que l'unique problème de ces espaces relevait du racisme et l'insécurité. Ainsi, les stéréotypes

raciaux et discriminations dans l'accès au logement se perpétuent, à droite comme à gauche. En conséquence, l'éloignement entre les populations des banlieues et les partis de gauche s'agrandit. Dans les années 1990, la gauche et le PC ont raté leur récupération politique de la deuxième génération issue de l'immigration, pourtant de nationalité française.

#### « La démocratie ne sonne plus en ces lieux »<sup>1</sup> ? (2000-2005)

Dans cette dernière période, divers éléments entérinent la situation et confirment la scission entre l'État français et ses banlieues. D'abord, le pouvoir accru accordé à la police et le remplacement d'un État social par un État sécuritaire au début des années 2000. La police, peu à peu, gagne en autorité et en autonomie. Le carcan sécuritaire en banlieue se veut de plus en plus ferme : l'espace public est reconfiguré par la police, la vie sociale surveillée voire punie. Protégés par la loi et l'État, les débordements de la police en banlieue sont nombreux et quotidiens – violences, contrôles d'identité au faciès, meurtres, etc. La gauche se convertit rapidement à l'idéologie sécuritaire. Dès les années 1980, elle refuse frileusement de modifier la loi facilitant les contrôles arbitraires, sous prétexte qu'il vaille mieux contrôler une fois de plus que de laisser passer un potentiel criminel. La police, forte de son syndicat puissant, évolue dans un climat d'impunité en faisant pression sur des corps intermédiaires. Le récit inédit du maire de Mantes-la-Jolie est frappant à ce sujet. En 1991, le maire de la commune subit harcèlement et menaces de mort de la part de policiers après avoir refusé de cacher une bavure policière, transgressant la norme des relations entre la police et les corps politiques. Chantage, menaces, violences et logiques claniques sont donc quotidiennes dans les relations entre la police et les corps étatiques, de même qu'avec les populations des banlieues.

Ensuite, la question de l'Islam est, selon l'auteur, une manière de légitimer le traitement différencié des banlieues. L'État français et sa politique ont peu à peu ancré la représentation des « banlieues de l'Islam » depuis 1989. En effet, avant l'affaire du voile de Creil, la religion musulmane était renvoyée dans la sphère privée et individuelle. Elle devient sociale et politique à partir de cette date charnière car l'État français fait de la religion un intermédiaire pour gérer les banlieues. Par exemple, ils délèguent aux imams le travail étatique pour apaiser les épisodes de révoltes ou les violences du trafic de drogue. L'État encourage la pratique de l'Islam dans les banlieues au début des années 2000, perçue comme un élément unificateur des banlieues. Cependant, cette politique a en réalité l'effet inverse car elle oblige tout habitant des banlieues à choisir entre la nationalité française ou la religion musulmane. Or, dans ce contexte d'inégalité de traitement républicain, le choix est biaisé. Hacène Belmessous nous dit qu'en quelque sorte, l'État a lui-même créé le séparatisme religieux en banlieue : la déception républicaine donne du poids au discours religieux et favorise l'extrémisme. En ancrant symboliquement l'Islam dans les banlieues, l'État a fait primer l'existence spirituelle sur la citoyenneté et a légitimé son traitement différencié des espaces.

La confirmation de l'échec républicain en banlieue se lit dans les émeutes de 2005. Elles sont, selon l'auteur, l'aboutissement d'un manque de considération des banlieues, dont la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 est un bon exemple. Dans un contexte de violences policières, la marche, qualifiée par le journal *Libération* de marche « des Beurs » – surnom que le collectif rejette –, part du quartier des Minguettes en banlieue de Lyon. François Mitterrand accueille à l'Élysée les marcheurs français qui demandent plus d'égalité républicaine et leur répond qu'il travaille sur le dossier de la carte de résidence pour les étrangers. Empêtré dans sa vision ethnique des banlieues, l'État n'entend pas leurs revendications politiques. Cet échec marque durablement les habitants des banlieues qui ne croient plus en la voie politique et se déplacent donc vers un autre régime d'action, la révolte violente, dont 2005 est l'illustration.

En conclusion, cet ouvrage apporte un œil nouveau sur la question des communautarismes en banlieue : ils seraient des construits, nés des absences de la République. Il fait fortement écho avec le contexte

---

<sup>1</sup> Citation extraite de l'ouvrage.

actuel et aux émeutes de 2023, qui viennent contredire l'introduction et le pessimisme de l'auteur en introduction : « Depuis l'automne 2005, leurs habitants ne se révoltent plus » (p. 15). Toutefois, le propos politique dépasse parfois l'historique et les périodes se chevauchent, la chronologie devenant moins lisible. Parfois proche du pamphlet, le style de l'auteur laisse certaines références majeures de côté et lui donne parfois un caractère arbitraire. Les sources, inédites et précieuses, auraient mérité d'être plus citées et développées pour être plus que de simples illustrations d'un propos politique, engagé et souvent (trop ?) virulent. Une question finale demeure : à quel point l'État – et tous ses échelons politiques – ont été et sont conscients du caractère discriminatoire et raciste de sa gestion des banlieues ? La réponse de l'auteur, péremptoire, pessimiste et peu nuancée, offre en tout cas un nouvel angle pour penser cette question.

## **PAUL BOUREL**

Paul Bourel, normalien agrégé de géographie, travaille sur les banlieues populaires et la géographie émotionnelle.

paul.bourel@ens-lyon.fr

**Référence de l'ouvrage :** Hacène Belmessous, 2022, *Petite histoire politique des banlieues populaires*, Paris, Editions Syllepse, p.186.